

Les frontières de la région bougent. Celles des intercommunalités sont elles susceptibles d'évoluer, le changement de périodes et un renforcement des compétences qui intègre les élus du département.

Les applaudissements ont sans doute été les plus marqués de la matinée. Les plus spontanés, en tout cas. Parce qu'ils disent, sans doute la réalité de ce que vivent de ce que ressentent les maires. Et parce que le moment pour les dire l'Assemblée de l'Union amicale des maires et présidents de communautés de la Nièvre (UAMN), était le bon. « J'ai cette sensation de déstabilisation totale. Il y a beaucoup d'incertitudes. Trop d'incertitudes. Trop de

A photograph showing a group of approximately 15 people seated behind a long table covered with a dark green cloth. They appear to be participating in a panel discussion or a formal meeting. The participants are dressed in business attire. In the foreground, the backs of several audience members' heads are visible, indicating they are seated at a table facing the panel. The setting is a large hall with a light-colored wall in the background.

[illegible]

L'intercommunalité de demain à inventer.
Un appel directement adressé au préfet, qui a souligné qu'il n'était « pas opposé, dans le cas de position partagée, par une évolution de la coopération intercommunale en ce sens ». Restent deux mois, donc, aux élus, pour analyser la proposition de l'État et imaginer d'autres

■ Inquiétudes sur

Au-delà de la nouvelle organisation et de la redéfinition des compétences des délégations qui s'est imposée, Rappelons que la dotation globale qui représente un cinquième du budget de 11 % du PIB, soit 4,8 milliards d'euros. Une somme que les collectivités locales ont le droit de répartir à leur guise. Mais les collectivités locales ont-elles le droit de ne pas le faire ?

lions, et notamment celle de la manière pour la Nivernaise de trouver sa place d'être entendue au sein de la future Région. Un échange aura d'ailleurs lieu dans ce sens au cours de la session du Conseil départemental lundi afin, souligne son président PS Patrice Joy, de « mettre en avant des valeurs, des orientations, des actions que nous souhaitons voir

Des finances
 tion du territoire et de la
 les collectivités, c'est le beai
 comme sujet central.
 ale de fonctionnement (DGF),
 le budget d'une commune, a
 entre 2014 et 2015, 30
 budgétaires ou redressement
 des et les parlementaires ont
 tiques sur l'investissement
 orisés. Là encore, un
 re préfet, qui a repoussé de
 mes de pérogative, la
 tion d'équipement des
 le DGF et surtout la crite
 destinée aux collectivités
 communes rurales. » A nous
 ar rapport à ce milliard... »